

Stoppons la désintégration de la santé publique et le triage social

Soutien aux personnels de santé et aux usagers

30 novembre 2021

Les mesures malthusiennes de diminution drastique du nombre de médecins, d'infirmières et les contraintes budgétaires imposées depuis 40 ans par les gouvernements successifs mettent le service de santé public dans un état de délabrement intolérable. Leurs ministères de la santé ont imposé une « régulation financière sans négociation », par un ONDAM (Objectif national de dépenses d'Assurance-maladie) hospitalier inférieur à l'augmentation des dépenses entraînant la fermeture de 100 000 lits sur les 20 dernières années.

Aussi la pandémie de Covid n'est qu'un révélateur. La mise en place, en 2009, de la loi *HPST, Hôpital, Patients, Santé et Territoires* qui a imposé la T2A (tarification à l'acte) a entraîné l'épuisement d'un personnel de santé de plus en plus réduit.

On a aussi appliqué à l'hôpital public les dogmes de la pensée de l'école ultra-libérale de Chicago : « *Toute activité humaine pouvant donner lieu à une activité privée tarifée doit être mise en concurrence car celle-ci permet d'obtenir la qualité au plus bas coût, la meilleure efficacité* ». Depuis, une direction de gestionnaires – sans aucun cursus médical – à la tête d'un hôpital devenu entreprise imposent le « *néomanagement* » bureaucratique à flux tendus. Aujourd'hui l'hôpital public compte 103 000 personnels administratifs qui imposent leur « optimisation de la chaîne de valorisation » des actes médicaux à 99 000 médecins.

Au contraire, **le service public doit être supervisé par des citoyens responsables et organisé avec la participation des personnels de santé :**

▪ **Allier les associations d'usagers et le personnel de la santé pour défendre leur droit d'intervention dans**

les décisions du parlement sur l'ONDAM et ne plus se soumettre au « budget contraint » dont le taux annuel d'augmentation est fixé par Bercy qui applique la rigueur budgétaire des critères européens ;

▪ **Supprimer la dette odieuse imposée aux hôpitaux publics ;**

▪ **Supprimer immédiatement la T2A ;**

▪ **Revaloriser les salaires des infirmières et leur formation** de « pratiques avancées » pour des postes d'infirmières spécialisées ;

▪ Donner l'autorisation préalable à l'installation des médecins, infirmiers libéraux et pharmaciens par un service public intégré pour **répondre à la question des « déserts médicaux »** (comme le demande le Pr André Grimaldi) ;

▪ **Inclure les soignants et impliquer les usagers dans la gouvernance des établissements hospitaliers ;**

▪ Mettre en place et de toute urgence une stratégie nationale de santé qui inclut en son cœur **une vraie politique de prévention** notamment sur les maladies transmissibles. L'apprentissage des mesures d'hygiène dès l'école primaire pour prévenir des épidémies saisonnières (grippes, gastro-entérite...) aurait aidé à la compréhension des gestes barrières pour faire face à la pandémie de la Covid-19 ;

▪ **Soutenir une vraie politique de santé publique dans tous les pays du monde** car les dépourvus doivent être soignés par simple morale humaine et pour arrêter les foyers de développement des épidémies (cf : *L'appel de l'Institut Schiller pour faire face à la pandémie*).

Nous appelons à un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, pour de vrai, sans élucubrations patriotardes.

Ne pas jeter sur la voie publique svp